

Les actes des "Lorrains" dans les émancipations et l'anti esclavagisme

Le rôle des femmes et des hommes liés par une fraternité d'amitié née à la Cour de l'Etat indépendant de Lorraine puis rejoints par Henri Grégoire, dans les émancipations et comme acteurs du succès en février 1794 de la première abolition institutionnelle de l'esclavage dans l'histoire de l'humanité.

L'importance de leurs liens entretenus, lors de l'invention de la démocratie moderne et la naissance des Etats-Unis d'Amérique, avec leurs plénipotentiaires.

La réussite des Lumières au XVIII^{ème} siècle doit beaucoup à un groupe de femmes et d'hommes unis par une complicité de convictions nées des circulations d'idées, sur le socle géopolitique de la Lorraine, *Etat d'Esprit* acquis aux échanges européens, à Nancy sa capitale et à la Cour ducale au château de Lunéville.

La persévérance de leur fraternité philosophique leur fait traverser le siècle en conjurés généreux déterminés à modeler les libertés. L'Histoire doit éclairer ensemble leurs noms :

Charles-Juste de Beauvau-Craon, Jean-François de Saint-Lambert et Elisabeth-Sophie d'Houdetot, Etienne-François de Choiseul-Stainville, Françoise de Graffigny, Anne-Catherine de Lignéville-Helvétius, Stanislas-Jean de Boufflers, Stanislas-Marie de Clermont-Tonnerre, Saint-John Crèvecoeur, Hertz Cerf-Beer, Henri Grégoire.

Ce que leurs rencontres éclairent, c'est le prodige de la convergence par les Lumières d'une élite aristocratique qui détient tout, avec la détermination isolée d'hommes survenus de rien. Tout sépare les aristocrates, du négociant venu des ghettos et du curé de campagne ; les uns pour les autres viennent de mondes séparés et même "d'autres planètes". Pour les aristocrates, avec la fidélité en amitié pour ressort : la Raison qui doit diffuser la Connaissance afin de mettre la société en accord avec les élites. Pour le talmudiste intégré : la réhabilitation d'un peuple et de sa culture afin d'ouvrir un droit de cité aux parias des ghettos. Pour le prêtre roturier, avec l'humanisme de la Foi : refonder une Eglise sans caste, générer la réconciliation judéo-chrétienne, condition de la rédemption, éradiquer les ségrégations et fournir aux humbles les savoirs et les moyens d'améliorer leur condition.

La proximité commune des racines et surtout des réalités apprises, va servir l'ouverture par les intelligences pour dépasser le simple partage des convictions, et permettre qu'elles s'incarnent dans des liens personnels d'efficacité. Ils vont se trouver et mener des combats communs pour l'Universel qui feront reconnaître : le bien-fondé des droits

individuels ; la dignité des émancipations civiques contre la relégation envers toutes les communautés ; l'abomination de la propriété d'un homme par un autre et de la servitude. Leurs actions concertées les feront : se joindre aux Encyclopédistes ; additionner le déni de justice dénoncé par Voltaire à l'œcuménisme de Grégoire en faveur des Protestants ; adopter les échanges tissés entre l'abbé Grégoire et Cerf-Beer en faveur des Juifs ; agir sur le pouvoir royal à travers Choiseul et Malesherbes, sur l'opinion avec Mirabeau ; mobiliser pour la promesse démocratique américaine d'abord avec Franklin puis Adams et Jefferson futurs second et troisième Présidents élus de l'Union ; affirmer avec la Société des Amis des Noirs la lutte contre la Traite et l'élargir à sa dimension universelle contre l'esclavage.

Ces acteurs ne seront pas seuls dans la mise en œuvre des nouveaux principes d'humanité ; mais la vérité et la longue durée des rapports distinguent les "Lorrains". Les atouts intimes de leur cohésion expliquent la cohérence de leurs entreprises, et une part peut-être large tenue par ces conjurés dans les succès collectifs pour les libertés et les émancipations.

On voit donc que ce sont les mêmes acteurs qui vont lier les forces d'idées et enclencher les émancipations comme un processus global ; qu'elles s'appliquent aux Protestants relégués, aux Juifs parias ou aux Noirs esclaves. Ceux qui s'engagent dans l'un de ces combats s'impliqueront dans les autres, tant ils leur paraissent tous nécessaires contre des entorses aux droits naturels de l'Homme, des anomalies insupportables que la société désormais corrigible doit abolir.

Si l'individu veut garantir la pérennité de ses libertés, il faut que l'émancipation soit Une, pour obtenir un large soutien populaire pour toutes et faire accepter chacune. Cette vision incluse dès le départ de la révolution française, contribuera à lui donner son sens universel.



Le Rocher aux automates du château de Lunéville

"Automates : rêves d'esclaves mécaniques ; un jour les machines feront tout. Mais il leur manque l'énergie, il faut encore des bras : pantins humains en servitude, esclaves à l'humanité niée."

Pourquoi la Lorraine ?

NANCY CAPITALE D'UN ÉTAT INDÉPENDANT

A l'issue de neuf ans de guerres entre la France et une large coalition européenne, la paix de Ryswick restitue en 1697 son indépendance effective à la Lorraine et l'intégrité du duché. Le duc Léopold, en exil en Autriche et neveu de l'empereur, épouse la nièce de Louis XIV Elisabeth-Charlotte d'Orléans, et rentre dans ses Etats et à Nancy leur capitale.

La Lorraine entame le 18^{ème} siècle en Etat indépendant avec ses lois, ses armées, sa monnaie, ses mesures et ses poids, s'appuie sur les revenus de ses mines d'argent et de ses salines, développe des manufactures. Elle dispose aussi de l'une des trois universités européennes créées au 16^{ème} siècle, à Pont-à-Mousson avec Ingolstadt et Cracovie.

LES LUMIÈRES DE LA COUR DE LORRAINE

En 1702, le duc Léopold fait édifier le Palais de Lunéville pour y installer sa Cour à l'écart de sa capitale Nancy, en symbole de l'indépendance retrouvée du duché et de la restauration de sa dynastie dans le haut rang des familles royales. C'est aussi le signal de la reconstruction économique et du réaménagement des territoires lorrains, pour inaugurer un modèle d'Etat.

A Lunéville, dans le rayonnement de la Cour de Versailles -de la langue française, des idées et des goûts- en Europe, le "siècle des Lumières" renforce les échanges intellectuels anciens et continus de la Lorraine entre Paris, Vienne et Berlin, comme entre Toscane et Flandres.

Le duc "éclairé", souverain désireux d'incarner le sens de l'Etat nouveau, fait écrire le Code Léopold en recours de Justice dans les contradictions des privilèges et des droits d'usages, et qui sépare l'Eglise en entité privée. Il protège l'intelligence contre l'obscurantisme, organise l'éducation, constitue une bibliothèque, mécène un renouveau des arts, encourage les progrès des sciences et des techniques.

En 1736 des accords entre France et Empire d'Autriche font échoir le duché au beau père de Louis XV, Stanislas Leszczyński, roi détrôné de Pologne. Bien qu'en réalité sous tutelle française, la Lorraine peut bénéficier d'une période de paix, à l'écart des conflits européens. Stanislas poursuit l'action de son prédécesseur en faveur de l'éducation, ouvre une bibliothèque publique, des institutions de bienfaisance, crée une académie de savants. Lui-même auteur d'une "utopie civique", il correspond avec les philosophes et donne un éclat festif à la vie du château où il multiplie les pavillons et les décors.

Etape dans le circuit européen des intelligences, la Cour de Lunéville attire les séjours de Montesquieu avant et après la parution de "L'Esprit des lois", et de Voltaire avec son amie Emilie du Châtelet qui achève traduction et commentaires des travaux de Newton, et de nombreux autres beaux esprits comme l'abbé Morellet ou les scientifiques La Condamine et Maupertuis.

En 1766, la mort de Stanislas met définitivement fin à l'Etat de Lorraine par sa "réunion" à la France.



Source : Wikipedia



Source : Musée du château de Lunéville



Source : Musée du château de Lunéville

Une fratrie d'armes...

Des aristocrates lorrains du même âge -moins de vingt ans- après leurs études à l'université de Pont-à-Mousson, sont officiers dans les régiments lorrains ; ils font ensemble des campagnes de guerre qui les lient.

- **Charles-Juste de Beauvau-Craon**, né en 1720 à Lunéville, est l'héritier d'une très ancienne lignée noble proche de celle des ducs de Lorraine qui a doublement rang de princes d'Empire à Toison d'Or, et en France.
- **Jean-François de Saint-Lambert** né en 1716 de très petite noblesse, est son ami d'enfance et de leurs études communes à l'université de Pont-à-Mousson.
- **Etienne-François de Choiseul comte de Stainville**, né à Nancy en 1719 est d'une famille qui tient elle aussi ses titres et ses fonctions de la France et du Saint-Empire.

... devient une fraternité philosophique

Après 1736, les jeunes officiers passent du service des armées lorraines et impériales à celui de la France. Ils peuvent cependant affûter leurs intelligences plus que leurs armes dans le havre de paix et de liberté d'expression pour les Lumières européennes où durant plus de trois décennies naît un *Esprit de Lunéville*. La sœur aînée de Charles-Juste de Beauvau-Craon : la marquise Marie-Catherine de Boufflers, favorite du roi Stanislas duc de Lorraine, est l'animatrice de la vie mondaine et intellectuelle à la Cour. Comme Montesquieu, Voltaire et Emilie du Châtelet, y séjournent aussi et parmi d'autres, les scientifiques La Condamine et Buffon membres de l'Académie créée par Stanislas, l'essayiste abbé Morellet. Saint-Lambert qui s'était attiré la bienveillance de Voltaire, doit s'éloigner à Paris en 1749 après le scandale de la mort en couches d'Emilie à la suite de leur liaison amoureuse. Alors qu'un parisien : Claude-Adrien Helvétius (latinisation de Schweitzer) épouse en 1751 une proche de la Cour de Lunéville :

- **Anne-Catherine née de Lignéville** -comme la mère de Charles-Juste de Beauvau-Craon- en 1722 à Nancy.

Helvétius philosophe est aussi très riche, il a en effet accédé à la charge de Fermier général grâce au soutien de la reine de France Marie Leszczyńska fille de Stanislas dont son père était le médecin.

Un entregent européen

Diplomate, Choiseul-Stainville devient ministre des affaires étrangères, de la guerre et de la marine ; il a la confiance de Louis XV et de sa favorite la Pompadour, et est fait duc. En s'appuyant aussi sur Beauvau-Craon, prince d'Empire et en France qui comme lui s'est constitué une fortune considérable, il développe à partir de 1758 un cercle d'influence que la Cour de Versailles appelle "parti lorrain". En effet Choiseul met en œuvre un renversement d'alliance avec l'Empire germanique des Habsbourg-Lorraine contre l'Angleterre. Il fait nommer Beauvau-Craon Gouverneur du Languedoc.



Elise Bruyère (1776-1842) / Source : Wikipédia

Charles-Juste de Beauvau-Craon



Source : Wikipédia

Jean-François de Saint-Lambert

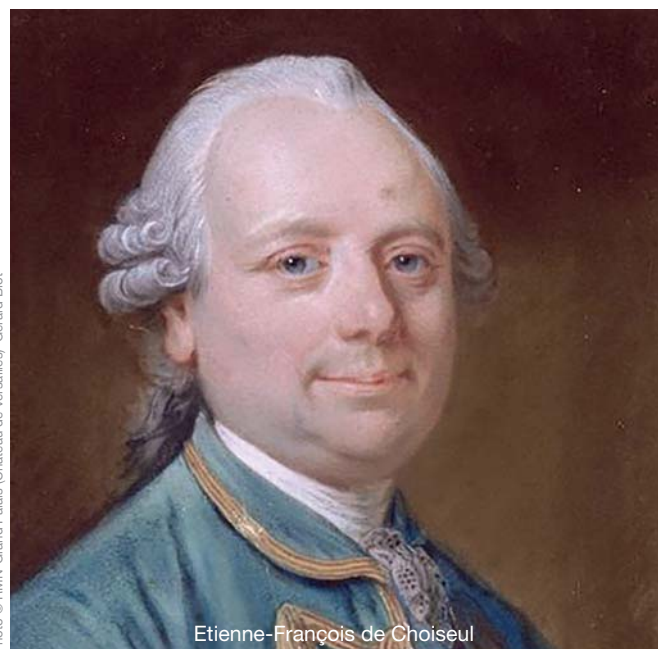


Photo © RMN-Grand Palais (Château de Versailles) Gérard Blot

Etienne-François de Choiseul

La fidélité et l'amitié en méthode au service de l'Esprit

Dès la moitié du siècle puis définitivement en 1766 à la "réunion" de la Lorraine au royaume, les amis nobles lorrains passent d'une Cour à l'autre, de Lunéville à Versailles et surtout au Paris des salons d'idées. Les Lorrains entrent en France quand y brillent les Lumières qui en rayonnent sur l'Europe, y relaient la circulation des courants de pensée souvent très avancés qui passaient par la Lorraine, l'État d'Esprit européen.

Les "Lorrains à Paris" font reconnaître leurs propres cercles d'échanges. Plus que les invitations du prince de Beauvau-Craon tenu par son rang à la Cour, leur premier et très actif relais est le cercle de

- **Françoise de Graffigny**, ancienne protégée de la régente de Lorraine Elisabeth-Charlotte à Lunéville, forte du grand succès en 1748 de "Lettres d'une Péruvienne".

Mais le plus régulier et fécond salon, socialement très ouvert, est celui d'Helvétius et son épouse désormais surnommée "Minette", qui va faire briller le "cercle d'Auteuil". Il y a aussi celui d'une de leur proche avec qui Saint-Lambert lie en 1751 une union illégitime et fidèle jusqu'à sa mort :

- **Elisabeth-Sophie comtesse d'Houdetot**, spirituelle parisienne née en 1730, qui est belle sœur -par son frère- de Madame d'Épinay protectrice de Rousseau.

Ils comptent aussi bientôt parmi eux :

- **Stanislas-Jean de Boufflers**, fils de la marquise de Boufflers et neveu du prince de Beauvau-Craon, né en 1738 à Nancy. Ce peu religieux chevalier de l'Ordre de Malte s'est fait connaître par des nouvelles légères et des poésies, puis par "Voyage en Suisse" après son séjour auprès de Voltaire dans son exil à Ferney.

Leurs salons lient les Lorrains avec Diderot, Grimm et Charles Pinot-Duclos académicien qui a remplacé Voltaire comme historiographe du roi, et Rousseau, avec Barthes, Condillac, Suard, Marmontel et l'abbé Raynal... Ils prolongent l'ouverture européenne aux idées, on y reçoit Hume, Wilkes, Sterne, l'abbé Galliani, lord Shelburne...

Dans la grande affaire de l'Encyclopédie et des essais philosophiques

Helvétius fournit à Diderot et d'Alembert son mécénat tenace pour entamer en 1751 l'édition de "l'Encyclopédie" ; la publication bénéficie de la protection du ministre duc de Choiseul et de la Pompadour, occultée par l'entremise de Malesherbes directeur de la Librairie. Saint-Lambert en rédige treize articles de 1756 à 1765. Ses analyses sont parallèles aux abondantes contributions de son ami scientifique Holbach ; .elles ouvrent un nouvel horizon aux Lumières : la critique fondamentale de l'ordre social hérité de la vision religieuse du monde, et la proposition d'une conception naturaliste, matérialiste et -à demi mot- athée. Saint-Lambert fait publier le "Christianisme dévoilé" d'Holbach en 1756 à Nancy pour éviter la censure ; très proche est aussi, la philosophie d'Helvétius qu'il formule dans "De l'esprit" publié en 1758 puis interdit.

Artisans des émancipations de l'intérieur : la tolérance et les Protestants

Depuis Ferney où l'a rejoint le père Adam, ami jésuite connu à Lunéville, Voltaire se saisit en 1762 de la défense du Protestant Calas condamné à tort, et fait paraître "De la tolérance". Il demande à Saint-Lambert de rallier son ami le prince de Beauvau-Craon qui avait démontré sa tolérance comme Gouverneur du Languedoc en faisant libérer des femmes Protestantes emprisonnées depuis des années pour cette seule raison ; et ensemble d'intervenir auprès du duc de Choiseul et du roi. Ils sont soutenus par Condorcet, Diderot qui a dénoncé dans "La religieuse" (1760) les "vœux" comme atteinte à l'intégrité humaine, et Marmontel qui met la tolérance au cœur de son roman "Bélisaire" (1767). Leur ténacité finira par obtenir la réhabilitation de Calas en 1769, puis celle du Protestant Sirven pour un cas similaire en 1771.

A l'Académie pour tribune d'influence

Saint-Lambert est reçu à l'Académie française en avril 1770, rejoignant ses amis d'Alembert, La Condamine et Condillac. Il y prépare l'élection en mars 1771 du prince de Beauvau-Craon ; peu avant la sortie du dernier tome de l'Encyclopédie en 1772.

Le cercle d'Auteuil s'élargit régulièrement, accueille : Chamfort, Daunou, Condorcet et son beau-frère le médecin Cabanis ami de Mirabeau... Les "Lorrains à Paris" ont un nouveau promu : le jeune comte

- **Stanislas-Marie de Clermont-Tonnerre**, filleul du roi Stanislas né en 1757 au château d'Hamonville près de Toul, étudiant lui aussi à l'université de Pont-à-Mousson.

Par son rang et sa fortune, c'est le prince de Beauvau-Craon qui prolonge auprès de Louis XVI régnant depuis 1774 une part de l'influence que Choiseul avait eue sur Louis XV pendant douze ans jusqu'à sa disgrâce en 1770.



Stanislas-Jean de Boufflers

Au salon de Minette : soutiens à l'indépendance d'une démocratie dont ils deviennent citoyens

Les complicités intellectuelles franco-américaines doivent beaucoup au salon de "Minette" qui a hérité de la fortune d'Helvétius en 1771. Tous les représentants américains dès leur arrivée en 1776 reçoivent chez elle à Auteuil un accueil attentif ainsi que chez Sophie d'Houdetot et Saint-Lambert :

• **Benjamin Franklin, Thomas Paine, John Adams** puis **Thomas Jefferson**, y nouent des échanges féconds et amicaux. Francklin est par excellence "l'homme des Lumières" accueilli par la ferveur populaire et Voltaire, tant pour ses idées que pour sa créativité scientifique.

Le parti des "Lorrains à Paris" se confond avec le "parti patriote" à la Cour pour soutenir avec LaFayette la cause de l'indépendance américaine. Beauvau-Craon et Saint-Lambert comptent d'anciens frères d'armes dans l'armée française engagée aux côtés des "insurgents" : les Lorrains Antoine-Charles de Vioménil, commandant en second auprès de Rochambeau, et son frère Charles-Joseph à la tête d'un régiment, qui s'illustrent dans la victoire décisive de Yorktown en octobre 1781. L'Indépendance acquise en 1783, ils en font fructifier les relations avec Jefferson successeur de Francklin et Adams en 1784.

• **Jean de Crèvecœur dit J. Hector Saint-John**, ami du comte d'Houdetot recommandé par le prince de Beauvau-Craon, est nommé consul à New-York..

Par son entremise plusieurs proches du cercle d'Auteuil sont faits citoyens américains, dont le prince de Beauvau-Craon, Saint-Lambert, Sophie d'Houdetot...

(Voir par ailleurs : Les liens d'amitiés des Lorrains à Paris avec les pléniopotentiaires américains)



Anne-Catherine née de Lignéville

Source : Wikimedia Commons

Dénonciateurs de l'esclavage

Les Lorrains sont imprégnés des premières considérations antiesclavagistes de Montesquieu, Rousseau et Voltaire, et ont contribué à celles de l'Encyclopédie. Alors que les ressources générées par les colonies sont à leur apogée, l'école des physiocrates "libéraux", Turgot, Dupont de Nemours, l'abbé Bandeau, Mirabeau, démontrent que le travail servile n'est pas rentable dans la globalité économique. Ils s'expriment dans le journal "Les éphémérides du citoyen" créé en 1770, et rejoints par Saint-Lambert, y réclament l'arrêt du commerce de la Traite. En 1770, l'abbé Raynal et Diderot formulent de vives critiques antiesclavagistes dans "Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes". En 1776, Condorcet attaque l'esclavage dans ses "Remarques sur la pensée de Pascal", puis en 1777 dans des articles du "Journal de Paris". Marmontel livre en 1777 un réquisitoire contre l'esclavage dans le roman "Les Incas". Le traité de Versailles de 1783 qui avale l'indépendance américaine, rend aussi à la France des implantations en Afrique et aux Antilles, au départ et à l'arrivée de la Traite, qui l'intensifient ; le combat antiesclavagiste devient plus politique.

Boufflers, nommé Gouverneur du Sénégal en 1785 sur la recommandation de son oncle Beauvau-Craon, entretient avec son amie Eléonore de Sabran une correspondance détaillée qui contribue à faire connaître les épouvantables réalités de la Traite. Mais elle décrit aussi pour la première fois la possibilité de faire exister, au delà des interdits, une société qui se féconde du métissage, et en dévoile les apports. Boufflers fait d'ailleurs venir au château d'Haroué en Lorraine une jeune sénégalaise qu'il met sous la protection de la maréchale de Beauvau. Cette petite africaine inspirera à madame de Duras son roman "Ourika", récit d'une sensibilité féminine confrontée à la différence puis aux drames de la révolution ; publié en 1824 et salué par Goethe, le récit connaîtra un succès européen. Son ami Saint-Lambert publie en 1787 "Réflexion sur les moyens de rendre meilleur l'état des nègres et des affranchis dans les colonies" adressée au maréchal de Castries, ministre de la Marine. Le cercle d'Auteuil reçoit le métis chevalier de Saint-Georges et le journaliste Mercier auteur du roman d'anticipation "L'an 2440, le vengeur Noir du nouveau monde".

Les réflexions franco américaines au cercle d'Auteuil se diversifient et englobent les réalités concrètes des développements d'une nouvelle société : économiques et scientifiques ou agronomiques. La Traite et l'esclavage sont un sujet central ; Franklin, Paine, puis Adams et Jefferson –futurs présidents de l'Union- prennent mieux la mesure du courant international qui pourrait les appuyer dans le désaccord interne à la confédération dont ils contribuent à rédiger la constitution. Ils peuvent confronter tant les arguments économistes contre le négoce pervers de la Traite de Wilberforce, Brissot et Mirabeau, que l'affirmation des principes par Condorcet, ou conjugués par Diderot et Raynal ou Saint-Lambert. Ils révèlent aussi aux européens dénonciateurs de l'esclavage, l'ampleur et la complexité d'un esclavagisme présent au sein même de la société et non plus rejeté en périphérie lointaine. Pour tous, si l'urgence est d'arrêter de nourrir le système par la Traite vers les colonies, les maux qui y ont déjà été causés semblent si profondément installés que les remèdes pour en traiter les conséquences ne pourront être que progressifs et restent imprécis.

Les Amis des Noirs

Bénéficiant du soutien de Louis-Philippe d'Orléans, Mirabeau obtient de la censure de créer en 1787 le journal de "L'analyse des papiers anglais" et constitue une équipe de rédacteurs à son service, désignés "nègres" depuis que Buffon avait avoué faire rédiger certains de ses articles par son secrétaire Noir. Parmi eux : l'abbé Lamourette, ancien professeur au séminaire de Metz d'Henri Grégoire ; et l'abbé Cerruti, secrétaire de la duchesse de Brancas belle-sœur du prince de Beauvau-Craon, qui publie en 1788 "Mémoire pour le peuple français" ; la rédaction recueille aussi les avis de Talleyrand-Périgord évêque d'Autun et de l'abbé Sieyès.

Brissot et Mirabeau qui sont allés à Londres auprès des porte parole antiesclavagistes Wilberforce et Clarkson, en reviennent avec une lettre de la Société pour l'abolition de la Traite leur donnant mission de créer une société sœur en France où le combat reste élitiste. Rejoints par Condorcet, ils vont imiter les méthodes anglaises contre la Traite pour déclencher la prise de conscience d'une opinion ignorante des faits et la mobiliser ; tout en donnant d'emblée un ton plus universel à la lutte contre le principe même de l'esclavage.

A Paris, la séance inaugurale de la Société des Amis des Noirs a lieu le 19 février 1788 présidée par Condorcet qui a rédigé le règlement. La liste des membres fondateurs de la société, élitiste et cooptée, est de 108 noms, dont 37 nobles, 20 banquiers et Fermiers généraux, 19 membres des parlements, 3 abbés, des médecins, des négociants, des éditeurs, des journalistes. Outre Brissot, Condorcet, et Mirabeau, on y trouve le banquier suisse Etienne Clavière, le pasteur Benjamin Frossard, Grouchy, Lapeyère, LaFayette, les frères Lameth, Lavoisier, Mercier, le duc de La Rochefoucauld, le duc de Rohan... On peut aussi y distinguer un groupe de fondateurs issus de l'ancienne Lorraine indépendante et de sa Cour de Lunéville : le prince de Beauvau-Craon (n° 96), son ami Saint-Lambert (n° 95), son neveu de Boufflers qui revient de son poste de gouverneur du Sénégal et Clermont-Tonnerre.

En septembre Saint-Lambert fait de son discours pour la réception de Boufflers à l'Académie, un virulent manifeste anti-esclavagiste, public et officiel en présence de la Cour.

Artisans des émancipations de l'intérieur : l'intégration des Protestants, la réhabilitation des Juifs

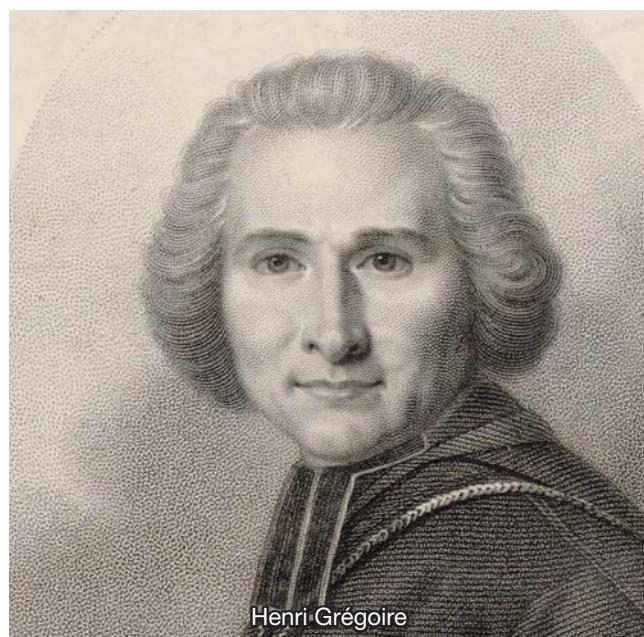
Les communautés juives de l'Est de la France, d'implantation millénaire, forment la moitié de la population juive du royaume ; elles sont reléguées en ghettos mais ont aussi une vie intellectuelle intense. Le succès juridique de l'avocat Lacretelle qui obtient en 1777 confirmation des privilèges de la communauté juive à Metz et à Thionville, a suscité la rencontre providentielle de deux nouveaux acteurs :

- **Hertz Cerf-Beer** Juif d'Alsace né en 1726, est un puissant fournisseur des armées protégé par Choiseul qui l'a recommandé à son frère cadet nommé Gouverneur général pour la réorganisation des frontières de l'Est après la "réunion" de la Lorraine à la France en 1766. Il a obtenu un brevet de naturalisation et –fait sans précédent- le droit d'acquérir un fief seigneurial près de Nancy. Ses moyens lui permettent de publier et de diffuser des écrits en faveur de l'émancipation, notamment des philosophes berlinois ; il va être le passeur d'idées entre les pays germaniques et la France.

- **Henri Grégoire**, né en 1750 de très modeste extraction, est prêtre issu du séminaire de Metz en 1775 avant de devenir curé d'Emberménil, village du Lunévillois. Il soutient les actions des courants égalitaristes au sein de l'Eglise, et veut aussi justifier la réforme religieuse par la réconciliation judéo chrétienne qui lui a fait nouer des échanges avec des cercles Protestants oecuménistes, des lettrés Juifs et des foyers de pensée alternative en Alsace, en Suisse et en Allemagne.

Tous deux ont en dix ans développé des actions communes pour permettre aux parias des ghettos de réclamer leurs premiers accès à la reconnaissance sociale. Cerf-Beer mobilise Mirabeau en mission à Berlin qui reprend en 1787 les publications du philosophe juif Mendelsohn et du diplomate luthérien Dohm conseiller de Frédéric II. Grégoire connaît la notoriété en 1788 par son mémoire pour le concours de l'académie de Metz sur la question : "Est-il un moyen de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France ?", colauréat avec le Juif Hourwitz et le juriste Protestant Thiry.

Les Lorrains soutiennent les efforts de Malesherbes devenu Chancelier Garde des sceaux pour rejoindre par une réforme de la Justice, les avancées du "Code Joséphin" dans l'égalité des droits religieux et civils, voulues par le nouvel empereur Joseph II fils du dernier duc héréditaire de Lorraine, héritage peut être des Lumières de Lunéville. La réforme devrait inclure le statut des Protestants et des Juifs. En 1786 Saint-Lambert propose à Jefferson la diffusion de "Act for establishing religious freedom" qu'il a rédigé et fait adopter par l'assemblée de Virginie, et en fait la traduction. Malesherbes consulte largement des Lorrains, les juristes de Metz : Lacretelle, Roederer, Emmerly, Thiry, des porte parole des communautés juives : Cerf-Berr, Hourwitz et l'abbé Grégoire. Mais la réforme de la Justice n'aboutit pas ; l'Edit de tolérance de Louis XVI à la fin de 1787, s'il ouvre surtout l'état-civil aux non catholiques, trouve son application aux Protestants à qui il rend une liberté de culte encadrée et quelques droits civils, mais pas aux Juifs ; le parlement de Metz les en exclut nommément. Saint Lambert et Beauvau-Craon ont la modeste satisfaction de voir reprises des conclusions du mémoire sur l'humanisation des sanctions disciplinaires des soldats, qu'ils avaient écrit au Maréchal de Belle-Isle pendant la guerre de Sept Ans.



Henri Grégoire

Source : Wikipédia

Les Etats Généraux, temps de ralliement

Les élections de mai 1789 pour les Etats Généraux désignent en Lorraine : Boufflers député de la Noblesse, Henri Grégoire député du Clergé, et à Paris : Clermont-Tonnerre député de la Noblesse. Deux mondes qui s'ignoraient, pourtant distants d'à peine quelques lieues, se rencontrent. Les nobles lorrains fondateurs de la Société des Amis des Noirs y font recevoir Grégoire à son arrivée à Paris, et des proches du cercle d'Auteuil : Saint-John Crèvecoeur et William Short secrétaire de Jefferson qui rentre au Etats-Unis en décembre pour être le Secrétaire d'Etat de Washington, premier Président élu de l'Union.

Les Droits pour émanciper de toute ségrégation

L'assemblée nationale devient Constituante, proclame en août 1789 l'abolition des privilèges et les Droits de l'Homme.

Dès septembre, elle reconnaît tous leurs droits de citoyens aux Protestants, rend aussi leurs droits civiques civils aux comédiens et les accorde aux étrangers vivant en France.

Grégoire engage le combat pour l'émancipation des Juifs avec Clermont-Tonnerre qui le résume : "refuser tout aux Juifs comme nation, leur accorder tout comme individu". Ils font, avec l'aide de Cerf-Beer, recevoir plusieurs délégations des communautés. Malgré la mobilisation de Condorcet, Duport, Mirabeau, le débat échoue en octobre 1789 ; mais progresse en janvier 1790 avec les soutiens de Brissot, La Rochefoucauld, Liancourt, Sèze et Robespierre, par un décret préparé par le Garde des Sceaux Champion de Circé archevêque de Bordeaux, et dont Talleyrand est rapporteur, qui accorde en janvier 1790 les droits citoyens aux communautés juives du Sud auquel Grégoire fait ajouter Lunéville et Sarreguemines. L'émancipation encore refusée aux communautés du Nord et de l'Est, est enfin obtenue le 27 septembre 1791 par une motion présentée par Duport, soutenue par l'évêque Lamourette et Regnault de Saint-Jean-d'Angely, qui réclame l'application aux Juifs de la Constitution qui vient d'être votée. La Constituante décrète que les droits de citoyens sont accordés à tous les Israélites qui vivent en France s'ils prêtent serment à la Nation ; le lendemain il est spécifié que toute personne qui se trouve sur le territoire, quelle que soit sa race, est libre. L'émancipation est donc liée à l'intégration ; comme pour les Protestants, l'Egalité est affirmée en niant la différence.

A l'assaut du bastion esclavagiste

Les droits politiques sont accordés en décembre 1789 aux gens de couleur nés libres de parents libres ; les représentants métis sont admis à l'assemblée. Immédiatement les filières d'intérêts coloniaux s'organisent en puissant groupe de pression. La Société des Amis des Noirs tente l'apaisement et rédige en février 1790 une "adresse à l'assemblée nationale" qui affirme ne réclamer qu'une émancipation progressive des esclaves comme issue à la fin de la Traite.

Désormais toutes les étapes du débat sur le système esclavagiste vont être otages des rapports de pouvoir entre les courants politiques qui les portent mais qui veulent aussi orienter la Révolution. La prééminence de Mirabeau et LaFayette, abolitionnistes et partisans de la monarchie constitutionnelle, devient après l'échec de la fuite du roi en juin 1791, celle de Barnave et Lameth, jacobins qui défendent l'esclavage contre d'autres jacobins abolitionnistes. Les prises de positions des individus sont variées et changeantes, les divergences entre antiesclavagistes sincères se mêlent

aux concessions pour faire la majorité politique et s'ajoutent au cynisme des intérêts particuliers. Les esclavagistes enlisent les débats dilatoires sur la délimitation des droits des "libres de couleurs" et de leur représentation, et parviennent au succès tactique de sa remise en cause. La répression de plusieurs mois de la rébellion consécutive des métis à Saint-Domingue fournit l'occasion aux Amis des Noirs d'une seconde adresse à l'assemblée en mars 1791 où Robespierre fait réaffirmer les droits politiques accordés aux "libres de couleur" ; mais Barnave se saisit du prétexte du soulèvement général des masses Noires en août pour rétablir sa politique de rigueurs coloniales. La Constituante se dissout en septembre 1791 sans être parvenue à faire de l'antiesclavagisme une question organique pour l'universel de la Constitution votée. L'élection de l'assemblée Législative en octobre 1791 porte à des postes clés des jacobins modérés : Brissot, Condorcet et de nombreux membres de la Société des Amis des Noirs qui entre en sommeil. Mais les législateurs n'ont pas de réel et large projet politique d'émancipation ; la mise en application des droits aux "libres de couleurs" est dépassée par l'irruption sur place à Saint-Domingue des masses Noires soulevées. De plus, le grand enjeu est la guerre déclarée en juin 1792, dont les échecs alimentent la hantise de la trahison intérieure avec la complicité du roi. Parmi les Constituants sortants et inéligibles à la Législative : Boufflers s'est senti contraint à l'exil dès janvier 1792, Clermont-Tonnerre est assassiné par les émeutiers d'août 1792 qui incarcèrent le roi.

La Constitution est en échec ; pour en écrire une autre, la Législative se saborde et laisse la place à la Convention élue au suffrage universel en septembre 1792, qui proclame la République ; les jacobins modérés "Girondins" y gardent une majorité sur les radicaux "Montagnards". L'état des colonies et de l'esclavage est relégué en arrière plan des besoins et des intérêts économiques : il faut nourrir le peuple en même temps que fournir l'effort nécessaire à répondre aux menaces extérieures de la guerre devenue continentale et aux périls intérieurs des déchirements civils et religieux. L'inefficacité conduit à la mise en accusation des Girondins en juin 1793, à suspendre l'application de la nouvelle Constitution par l'état d'exception, et à un an de la Terreur.

Beauvau-Craon meurt en mai 1793 à 73 ans, paisiblement préservé et salué par les journaux d'un Paris émeutier. Saint-Lambert a renoncé à jouer un rôle public et à 77 ans se limite aux travaux de l'académie. De la conjuration des Lorrains pour les libertés au cercle d'Auteuil de Minette d'Helvétius, c'est par Henri Grégoire, seul élu à la Convention, que finit par s'obtenir l'aboutissement de leurs efforts ; à 43 ans, il enchaîne une multitude diverse de missions.

L'Instruction, outil des émancipations de condition

Membre quasi permanent du Comité d'Instruction publique, Grégoire est pendant cinq ans de la construction de l'édifice d'accès aux Savoirs par tous ses niveaux d'écoles, des plus élémentaires aux enseignements supérieurs nouveaux.

A ce moment, le Contrat social croit encore qu'il n'est rien entre l'Individu et la Raison pour gouverner la société, autre que son accès à la Connaissance; et que l'égalité des chances d'émancipations réside dans la personne. Pour effacer la "superstition obscurantiste", la construction de l'enseignement est l'enjeu d'une nouvelle société, double. D'une part celui des contenus pour favoriser la part des savoirs objectifs, techniques et scientifiques, sur celle de la morale : autoriser la Liberté de l'esprit. D'autre part celui de

l'accès public pour la diffusion des principes collectifs -le civisme- et l'élargissement des élites par leur recrutement populaire : permettre l'Égalité des chances. L'Instruction publique s'impose comme le premier des outils collectifs d'émancipations à créer, essentiel au socle républicain. Elle devra diffuser les mêmes référents de l'Universel, son unité est aussi celle de la République et légitime l'Indivisible, elle ne pourra avoir qu'une seule langue : française. Fondatrice, c'est une "éducation nationale" dispensée et garantie par l'Etat, l'instrument partagé à apporter au peuple pour user de ses libertés. En effet l'accès le plus large aux savoirs rendra possible dans la pratique la liberté individuelle de choix du travail déjà reconnue par le Droit ; ils permettront à l'individu de gagner sa mobilité "d'état" et son émancipation de "condition", autorisant ainsi la maîtrise par chacun de son devenir et son espoir d'épanouissement comme de ses choix de citoyen.

La création par Grégoire en octobre 1794 du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) anticipe des problématiques modernes ultérieures pour créer le lien le plus direct entre la transmission des savoirs et l'amélioration de la condition individuelle : apprendre à tous niveaux et âges ; intégrer la diversité de tous les métiers et démontrer pour enseigner ; décloisonner sciences cognitives, techniques appliquées et arts, conjugués pour la recherche de l'invention ; impliquer les ressources des territoires pour les irriguer en retour...

Des Droits de l'Homme aux droits des peuples

Commissaire qui organise en 1793 l'autodétermination de la Savoie et de Nice, Grégoire tente en 1795 de faire adopter une "Déclaration du Droit des Gens" pour établir un Droit des Nations à l'indépendance et à "l'obligation pour chacune d'elles de respecter l'intégrité et la liberté des autres". Véritable anticipation du droit international la proposition échoue dans le contexte de la guerre européenne où l'occupation militaire qui pouvait susciter des "républiques sœurs" cède à la tentation de l'annexion.

L'Abolition de l'abomination

Grégoire profitant des besoins d'économies budgétaires, obtient de la Convention le 28 juillet 1793 la suppression immédiate des primes d'Etat à la Traite négrière.

A Saint-Domingue, les Commissaires Polverel et Sonthonax ont pu réduire la sédition des colons Blancs avec une armée largement grossie de Métis et de Noirs ralliés, mais il leur faut achever la pacification de la plus grande partie française de l'île aux mains des esclaves soulevés et à la merci des navires anglais. Ils décrètent l'affranchissement général le 29 août 1793 par des proclamations sur la légitimité des Droits de l'Homme, et obtiennent le ralliement des troupes Noires armées depuis la partie espagnole. Polverel et Sonthonax font élire six députés -à égalité Blancs, Métis et Noirs- qui sont agréés en février 1794 par la Convention et y lisent leurs proclamations d'août précédent.

Le 16 pluviôse An II de la République Une et Indivisible-4 février 1794- sur proposition des députés Verdier, Levasseur et Lacroix, soutenue par Danton et Grégoire, par le décret 2262 : **"La Convention Nationale déclare que l'esclavage des Nègres dans toutes les colonies est aboli ; en conséquence elle décrète que les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens Français, et jouiront de tous les droits assurés par la Constitution."**

Par la première abolition institutionnelle de l'esclavage dans l'histoire de l'humanité, l'affirmation de l'Égalité en niant la différence est maintenant universelle.

L'insuffisance des applications du décret durant le Directoire conduit Grégoire à recréer une Société des amis des Noirs et des colonies de mars 1797 à novembre 1799. En 1802, il s'oppose au rétablissement du système esclavagiste par le Consulat de Bonaparte.

Les derniers combats d'un siècle à l'autre

La génération des Lumières de "ceux de Lunéville" est au crépuscule. Minette d'Helvétius disparue à 78 ans en 1800 a légué le cercle d'Auteuil à Cabanis. Boufflers de retour d'exil en 1802 à 64 ans va mener une existence discrète et modeste jusqu'à sa mort en 1815. Saint-Lambert meurt retiré en 1803 à 86 ans.

Grégoire a 52 ans ; pour avoir voté contre l'Empire et ses nouveaux privilèges, et malgré quelques honneurs de séduction, il est écarté de l'action publique. Tenace abolitionniste, il multiplie les écrits pour agir doublement sur l'opinion : d'une part en faisant des propositions pragmatiques pour combler les lacunes qui avaient décrédibilisé le projet social des abolitionnistes quant au devenir des populations asservies ; d'autre part en esquissant la réhabilitation culturelle -démarche très novatrice- du monde africain. Il tente d'influer sur la gouvernance des successeurs de Toussaint-Louverture qui ont en 1803 définitivement chassé de Saint-Domingue l'armée de Bonaparte et ont fait d'une colonie de déportés transcontinentaux : Haïti, premier Etat Noir à arracher son indépendance pour l'assumer sur place.

Il reprend le combat public, se rendant en Angleterre auprès de Wilberforce pour se joindre à ses efforts et faire inscrire en 1814 l'interdiction de la Traite dans les accords du Congrès de Vienne. En 1815 lors des Cent Jours de son retour de l'île d'Elbe, Napoléon s'aligne sur ces positions mais son décret supprimant la Traite négrière restera lettre morte. Grégoire participe encore à la relance du courant abolitionniste en traduisant les textes de Clarkson en 1822.

La Restauration des Bourbons avait fait de Grégoire un proscrit : élu député de l'Isère en 1819, aussitôt déchu pour "l'indignité nationale" du vote de la mort du roi. Après les Trois Glorieuses de juillet 1830, Guizot empêche son retour dans l'établissement de la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe d'Orléans.

Atteint à 81 ans d'un cancer généralisé, la hiérarchie catholique lui interdit les ultimes sacrements devant son refus d'abjurer son serment civil de 1790. Cependant le 31 mai 1831, plusieurs prêtres assurent ses obsèques entourés de l'hommage de nombreuses personnalités dont LaFayette, de la Commune de Paris, de la Garde nationale, et de vingt mille personnes.